

Mise en place des interprofessions

## Les producteurs de maïs, de tomate et pomme de terre bientôt structurés



Photo de famille

■ Des ateliers de cadrage et de concertation visant à la mise en place d'une dynamique interprofessionnelle dans ces trois filières importantes dans le développement de l'agriculture camerounaise, se sont tenus à Mbankomo en septembre 2023 pour la première; puis à Ebolowa et Bafoussam pour les deux autres, en novembre de la même année.

La mise en place de mouvements interprofessionnels dans le secteur agricole au Cameroun est en marche. Les producteurs des filières maïs, tomate et pommes de terre ont été outillés et sensibilisés par les responsables du Minader au cours de trois ateliers distincts à eux consacrés, sur l'importance, la valeur et la nécessité de mettre sur pied un mouvement interprofessionnel fort, rassemblant les acteurs de la chaîne de production de ces spéculations. Pour ces différents ateliers, plusieurs objectifs ont été déterminés. D'abord, donner la possibilité aux acteurs de chaque secteur de mieux s'organiser afin de produire davantage pour assurer et consolider la sécurité alimentaire ainsi que plus de revenus aux acteurs, mais aussi améliorer la répartition de la valeur ajoutée créée sur l'ensemble des maillons des chaînes de valeurs concernées.

Dans les différentes présentations, il a été rappelé aux participants que le meilleur cadre que l'Etat propose aux acteurs est celui des organisations interprofessionnelles. Ce cadre permet de manière plus spécifique, de professionnaliser les acteurs, bien structurer/organiser les filières, d'avoir une bonne connaissance des filières et des marchés, de créer un cadre de dialogue pour une concertation inclusive entre les différents acteurs de chaque chaîne de valeur, afin de trouver des solutions aux problèmes transversaux de la filière. Ces organisations interprofessionnelles sont encadrées par des éléments juridiques bien précis, qui comprennent la loi N°90/053 du 19 décembre 1990 sur la liberté d'association, la loi N°2021/022 du 16 décembre 2021 modifiant certaines dispositions de la loi du 19 décembre 1990 susvisée, et enfin

la loi N°2021/023 toujours du 16 décembre 2021 régissant les organisations interprofessionnelles. Selon les responsables du Minader qui ont successivement entretenus les producteurs sur ce sujet, «le cadre juridique en cours de finalisation fixe les bases devant permettre aux acteurs des filières de se structurer en vue de prendre en main le développement de leurs filières respectives». Ceci vise à atteindre les objectifs de production de l'Etat du Cameroun dans ces différents secteurs. Toutefois, il y'a une nécessité de vulgarisation pour une bonne appropriation de cette question, afin «éviter les expériences malheureuses connues au début des années 1990 avec la création et la prolifération des GIC et coopératives, souvent sans véritable impact sur le développement des filières ou sur le revenu des acteurs».

*Yvan Njuplong*

## Agriculture Minister Grants Audience to Visiting PULCCA Mission In Cameroon

■ *The Minister of Agriculture and Rural Development, Gabriel Mbaïro, granted an audience to the supervisory mission from the Emergency Project to Combat Food Crisis, PULCCA on November 17, 2023.*



MINADER and WFP hand in hand

**P**ULCCA conducted a mission in Cameroon in November which was guided by Cheick F. Kante, the Director of Operations for Cameroon, West and Central Africa Region of the World Bank.

PULCCA, managed by MINADER, is the result of an agreement signed on October 26, 2022, between the government and the World Bank through IDA credit no. 7116-CM, amounting to 90.2 million euros (approximately 59.17 billion FCFA). This project will be implemented from 2023 to 2025.

The primary objective of the project is to provide an urgent response to mitigate the short-term impacts of food and nutritional insecurity, as well as address the medium-term factors contributing to these challenges. It aims to strengthen economic, climatic, and community resilience in the North, Far North, Adamawa, North-West,

South-West, and East Regions of Cameroon.

The project is implemented through three operational components, namely; support for food and nutritional stabilization of the rapid response for early recovery and resilience building, strengthening the production capacities of smallholders through support for agropastoral production, climate, and nutritional resilience and support for capacity building of the food and nutrition sector.

The project was officially launched in January 2023. A supervisory mission took place from May 29 to 30 2023, resulting in 15 recommendations. These recommendations included signing contracts with implementing partners (PAM) and commencing project activities, finalizing project restructuring to introduce an alternative approach to component implementation, and contracting local service providers

to implement project component activities (MIDENO, SOWEDA, CEDEN, CEDENO, MIDE-PECAM, and CPDM).

The World Bank, as a specialized UN agency, has been supporting Cameroon's development efforts since 1960. Currently, there are 19 active projects worth USD 2,587 million (approximately 1552 billion Fcfa) in the country. The cumulative disbursement rate stands at 22.6%, with an undisbursed commitment balance of USD 2,000 million (around 1,200 billion Fcfa). In the agricultural sector, cooperation has included supporting regional water security and water resource governance, promoting agricultural and agri-food production, and implementing a transformation plan for SEMRY (Yagoua Rice Expansion and Modernization Company) while strengthening public services.

*Heris Nange*



## Fighting against Food Insecurity: **MINADER, MINDCAF Launch Project to Develop 400,000 Hectares of Land**



Minader and Mindcaf, hand in hand

■ *The project aims to develop 400,000 hectares of land in the central plain of Cameroon along the Batchenga-Ntui-Yoko-Tibati-Ngaoundere corridor.*

In an effort to fight food insecurity in Cameroon, the government, through the Ministries of Agriculture and Rural Development (MINADER) and State Property, Surveys, and Land Tenure (MINDCAF), launched this initiative to combat food insecurity in the country. The launching ceremony took place in Yaounde. Minister Gabriel Mbairrobe represented MINADER, while Henri Eyebe Ayissi attended

on behalf of MINDCAF. Other authorities who took part included Minister of Livestock, Fisheries, and Animal Industries, Dr. Taiga, and Minister, Delegate to the Minister of the Economy, Planning, and Regional Development, Paul Tasong. During the ceremony, Minister Mbairrobe expressed his enthusiasm for the project, emphasizing its potential to enhance agricultural productivity and address hunger. The 400,000 hectares of land will be utilized for cultivating crops such as maize, rice, soybeans, potatoes, and market gardening products, with the aim of meeting the population's needs. Minister Mbairrobe reiterated that the project will attract private investment in the agro-pastoral sector by resolving land-related issues.

Additionally, it will contribute to the establishment of agro-pastoral villages, aligning with Cameroon's strategic vision for agricultural development. The construction of a two-lane road from Batchenga-Ntui to Tabati is also part of the plan, which will promote national integration, agricultural competitiveness, access to social and collective services, and ultimately, food security in Cameroon. Minister Henri Eyebe Ayissi described the project as a significant step towards agricultural development along the corridor. He emphasized his Ministry's commitment in providing land for development projects and highlighted the collaborative efforts of MINDCAF and MINADER to ensure the project's success.

*Heris Nange*

## Conseil agropastoral

# Vers la mise en place d'une Agence nationale

■ Un atelier d'information sur les activités du PCP-ACEFA et de préparation sur l'étude de faisabilité économique et financier de l'Agence Nationale de Conseil Agricole s'est tenu du 10 au 11 octobre 2023, dans la ville de Kribi. Cet atelier était présidé par Gabriel Mbaïrobe, ministre de l'Agriculture et du Développement Rural.



Photo de famille

Le conseil agricole est un outil majeur dans la stratégie de développement du secteur agropastoral au Cameroun. Pour rendre l'assistance aux producteurs plus consistante, un mécanisme plus institutionnel et mieux fourni pourrait voir le jour dans les prochains mois. C'était l'objet de l'atelier d'information sur les activités du PCP-ACEFA et de préparation sur l'étude de faisabilité économique et financier de l'Agence Nationale de Conseil Agricole qui s'est tenu du 10 au 11 octobre 2023.

Dans son exposé général sur le dispositif de conseil agropastoral, le Dr Bouba Moumini, coordonnateur national du Projet de consolidation et de pérennisation du conseil agropastoral (PCP-ACEFA) a rappelé que le projet est financé par le Contrat de désendettement et de Développement (C2D) signé

entre le gouvernement du Cameroun et l'Agence Française de Développement. Depuis, le Projet a entrepris la rénovation du dispositif de vulgarisation national tel que tracé en 2006 par le Minader. A ce jour, PCP-ACEFA a mis sur pied, un ensemble d'outils visant à accompagner les entrepreneurs agropastoraux. On compte des outils informatisés capables de faire un suivi de production (Toproduction, Topsuivi, Topaze, Simanalyse) mais aussi des outils de prévision tel que Simeco et Simtresno.

Comme bilan, le Projet a déjà financé 7286 projets, ce qui fait plus de 130.000 bénéficiaires directs. Ceux-ci ont reçu 28,7 milliards de subvention et apporté 6,1 milliards sur le compte bancaire dédié à cette opération comme contrepartie. Les statistiques en termes de résultats sont aussi importantes, avec un

taux d'effectivité des projets de 99 %, un taux d'opérationnalisation des projets de 91%, un niveau d'activité des projets en année cinq, avec 95% des objectifs atteints.

La création d'une agence cogérée avec la profession agricole répondra donc aux besoins des clients. Le but de cette agence sera de faciliter la sécurité alimentaire, l'installation des jeunes dans le secteur agropastoral, développer des facilités de crédit. Le coût estimatif est fixé à 17 milliards. A la suite de cet exposé, le Minader Gabriel Mbaïrobe a insisté sur le fait qu'il faudra que cette agence puisse générer ses propres ressources pour être professionnelle et crédible, mais aussi travailler davantage avec les collectivités territoriales décentralisées, pour améliorer le maillage et le suivi des producteurs sur le terrain.

*Yvan Njuplong*



## Le Guichet producteurs étendu à tous les bassins de production

■ *Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural qu'accompagnait le ministre du Commerce a démarré le 21 novembre 2023, la phase décisive du Guichet producteurs, qui sera désormais étendu à l'ensemble des huit autres bassins de production de cacao et de café, après la phase pilote dans le Moungo. Les deux membres du gouvernement ont exhorté les producteurs à faire bon usage de cet appui, afin de consolider l'embellie observée dans cette filière au Cameroun depuis quelques années.*



Une attitude du Ministre pendant son discours

Le 21 novembre était jour de grande célébration dans l'ensemble des huit bassins de production de cacao (Ndom, Mbangassina, Bamougoum, Buea, Bankim, Yokadouma, Ebolowa, Santa). Les populations et producteurs ont célébré massivement l'extension du guichet producteurs. A Ebolowa où se tenait la cérémonie officielle d'extension de ce processus de subvention, le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural et le ministre du Commerce ont pu vivre la joie des producteurs de voir ce mécanisme leur bénéficier. Sur la place de l'artisanat de la ville, des milliers de producteurs venus des quatre coins de la région du Sud ont remercié le gouvernement pour

ce soutien, et promis d'améliorer la production de cacao et café, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Dans son discours, le ministre du Commerce a rassuré les producteurs, que les conditions de production et de commercialisation sur le marché ne cesseront d'augmenter, selon la vision du chef de l'État. De son côté, le Minader a félicité les producteurs pour leur engouement, et a émis le vœu que celui-ci soit le moteur d'une véritable révolution agricole dans ce secteur spécifique et dans plusieurs autres. Il a également invité les producteurs à faire bon usage des subventions, en multipliant les bonnes pratiques, et en les rentabilisant sur les parcelles, avec pour objectif d'accroître la

production nationale en respect des normes environnementales, afin de la rendre plus compétitive sur le marché international. Lancé le 24 juin 2022 dans le département du Moungo, le guichet producteur a pour mission de stimuler l'essor des filières cacao et café par l'accroissement des rendements et l'augmentation de la production. Ceci doit se faire, dans la préservation de l'environnement et le respect des bonnes pratiques agricoles. Avec en ligne de mire, l'amélioration des conditions de vie des producteurs. Un objectif qui est presque atteint, au vu de l'embellie dont joui la production nationale sur le marché en ce moment.

*Yvan Njuplong*